

POUR UN AUDIT CITOYEN DE LA DETTE !

Écoles, hôpitaux, hébergement d'urgence... Retraites, chômage, culture, environnement... nous vivons tous au quotidien l'austérité budgétaire et le pire est à venir. « *Nous vivons au-dessus de nos moyens* », telle est la rengaine que l'on nous ressasse dans les grands médias.

Maintenant « *il faut rembourser la dette* », nous répète-t-on matin et soir. Il paraît qu' « *On n'a pas le choix, il faut rassurer les marchés financiers, sauver la bonne réputation, le triple A de la France* ».

Nous refusons ces discours culpabilisateurs ! Nous ne voulons pas assister en spectateurs à la remise en cause de tout ce qui rendait encore vivables nos sociétés en France et en Europe. Nous refusons ces politiques d'austérités qui aboutissent à la remise en cause des services publics, des retraites, de la sécurité sociale.

Avons-nous trop dépensé pour l'école et la santé ?

Cette dette a-t-elle été toute entière contractée dans l'intérêt général ?

Qui détient ses titres et profite de l'austérité ?

Pourquoi les États sont-ils obligés de s'endetter auprès des marchés financiers et des banques, alors que celles-ci peuvent emprunter directement et pour moins cher à la Banque centrale européenne ?

Nous refusons que ces questions soient évacuées ou traitées dans notre dos par les experts officiels sous influence des lobbies économiques et financiers. Nous voulons y répondre nous-mêmes dans le cadre d'un vaste débat démocratique.

En fin de compte, sommes-nous seulement des jouets entre les mains des actionnaires, des spéculateurs et des créanciers, ou bien encore des citoyens, capables de décider ensemble de notre avenir ?

Dans le Pays d'Arles, nous engageons dès à présent le débat et nous mobilisons en lançant un vaste audit local de la dette publique.

Pour nous rejoindre :



ATTAC PAYS D'ARLES
Maison de la Vie Associative
13200 - ARLES
local.attac.org/13/arles
arles@attac.org



DETTE, AUSTÉRITÉ, ÇA SUFFIT !!!

La finance et les banques organisent la crise de la dette pour faire payer les peuples. Indignons-nous ! Révoltons-nous !

Le déficit de la France n'est pas dû à des dépenses sociales excessives, à des salaires trop élevés, ou à un trop grand nombre de fonctionnaires, d'autant que les gouvernements successifs détruisent depuis plusieurs années les Services Publics et la protection sociale. Ce déficit vient d'abord des **baisses d'impôts au bénéfice des plus riches**, mais aussi de la **pression des marchés financiers qui réclament des taux exorbitants et imposent des cures d'austérité**.

La dette de la Grèce était de 120% de son PIB en mai 2010 et de 160% aujourd'hui ! Pourtant tout a été privatisé, les salaires et la protection sociale ont fondu, l'austérité n'a rien résolu et n'a fait qu'entraîner la récession. L'augmentation de cette dette est due à l'augmentation scandaleuse des intérêts exigés !

*Partout dans le monde, des citoyens indignés s'opposent sur les lieux mêmes de la finance. À Wall Street, à la City de Londres, à la Défense à Paris... À Arles, nous sommes devant les banques pour exiger qu'on place enfin « **Les peuples avant la finance** ».*

EXIGEONS UNE VRAIE DÉMOCRATIE QUI N'OBÉISSE PAS AUX AGENCES DE NOTATION.

Non, nous ne vivons pas au-dessus de nos moyens.

